

ces a permis de reléguer dans les marges politiques et médiatiques toute conversation sérieuse sur les multiples autres causes, qui créent les conditions favorables à l'explosion d'une telle violence politique : une triple crise en matière de gouvernance démocratique, financière et, finalement, sociale. Or, c'est précisément du fait de la synchronicité et de l'interconnexion de ces trois crises que sont générés, parmi nos enfants, les soldats et les soutiens de Daesh.

On n'y échappera pas: Brexit, montée du FN et des extrêmes droites en Europe de l'Est, Pegida, les Abaoud ou les Khuram Butt, ne sont que les facettes détestables d'un même mouvement d'ensemble: l'épuisement d'un mode de gouvernance politique qui n'en finit pas de servir une classe particulière au détriment de la collectivité et qui piétine toute expression démocratique qui contrevient à ses intérêts. Si certains groupes trouvent des débouchés politiques – souvent aux extrêmes – pour rappeler que l'on a tout-à-droit à une vie digne du simple fait d'être né-e, d'autres ne s'y reconnaissent pas et s'emparent des grammaires de contestation politiques les plus radicales, y compris le salafisme djihadiste. Bien sûr, il serait simplificateur de réduire l'ensemble de ces personnes qui décrochent des valeurs de nos sociétés, à des marginaux. Mais le point commun pour quasiment tous est qu'ils sont nés sur notre sol, et que le problème se situe bien entre ce sol et notre réalité sociale.

Etats à l'os

En Angleterre, Teresa May part en campagne contre les droits humains qui auraient empêché la police de faire son travail. Dans le même temps, c'est elle-même qui a drastiquement réduit les effectifs de la police lorsqu'elle était ministre de l'intérieur. D'autres ont eu beau jeu de charger le soi-disant modèle communautariste anglais. Pourtant, la France non-communautariste n'a nullement été épargnée. N'a-t-on pas partout affaire, et pas seulement en Belgique, à des "failed states", des Etats qui ne savent pas répondre à une menace parce que les fonctions régaliennes des Etats sont "à l'os" en termes de ressources? Les droits humains ne sont pas en cause, mais une certaine façon de faire de l'antiterrorisme. Dans cette sale guerre, il apparaît aussi que nos services de sûreté jouent des jeux un peu trop dange-

reux. On se demande qui finit par manipuler qui. A ceci près que ce sont les populations qui paient la facture d'erreurs de jugement inacceptables.

Egoux devant la tragédie

Nous voilà au milieu du gué. Un renforcement de la sécurité voit le jour, mais mal paramétré, insuffisant et instrumentalisé pour réduire les libertés publiques fondamentales (protection des données personnelles, liberté de mouvement, d'association, libertés religieuses...) par des gouvernements fascinés par l'attrait du populisme droitier. On peine à évaluer la dangerosité de l'idéologie salafiste djihadiste par rapport à l'islam majoritaire. D'aucuns sont tentés d'en faire un facteur explicatif dominant, permettant d'éviter d'aborder tous les angles morts cités plus haut. Si d'aventure, cette idéologie est vraiment le danger suprême pour nos sociétés démocratiques et libérales, il convient de mettre les moyens pour le développement d'alternatives et d'une contre-propagande de poids. Face aux 3 milliards de dollars annuels dépensés par notre partenaire commercial saoudien pour inonder

le monde d'une version de l'islam qui est, d'après Daech lui-même, le socle de son idéologie, ce ne sont pas les demi-mesures sur le financement et l'organisation de l'islam en Europe, les timides réflexions sur la formation des cadres religieux européens, le soutien aux organisations de prévention de la radicalisation par un Etat austère, ou quelques vidéos de sensibilisation ridicules qui

feront le poids.

Chaque facteur de l'équation terroriste doit être apprécié à sa juste place, et pas uniquement le volet sécuritaire. Il va falloir aller au-delà de sa zone de confort, non pas pour restreindre les libertés fondamentales, au contraire, mais pour en tirer toutes les conséquences sur le fonctionnement de notre collectivité, dont la remise en cause des relations entre "religions" et Etat, l'organisation de nos démocraties et la répartition actuelle des richesses. En attendant, les populations comptent leurs victimes qui, elles, sont à l'image de nos sociétés : diverses, plurielles, bigarrées, de tous les horizons sociaux. Et peut-être égales, libres et fraternelles pour la seule fois de leur existence en partageant un même tragique destin. Pourquoi perpétuer *ad nauseam* ce scénario, alors que nous savons collectivement ce qu'il convient de faire?

Une triple crise en matière de gouvernance démocratique, financière et sociale a créé les conditions favorables à l'explosion d'une telle violence politique.

CHRONIQUE

Le foyer de la discorde

■ La crise immobilière américaine n'a pas dix ans, mais déjà certains veulent en oublier les enseignements par myopie ou par calcul politique.



Etienne de Callatay

Chroniqueur ⁽¹⁾

Côté éco

Fortes des expériences des crises immobilières qu'ont connues dans la décennie écoulée les Etats-Unis, l'Espagne ou notre voisin immédiat, les Pays-Bas, la Banque nationale de Belgique (BNB) a recommandé que soit relevée l'exigence de fonds propres imposée aux banques pour les prêts hypothécaires dépassant 80 % de la valeur des biens gagés. A priori, il s'agissait là d'une décision à la fois technique et de prudence, cela n'a pas empêché que la question débarque dans le champ du débat public sous l'angle de l'exacerbation de l'accès à la propriété pour les "jeunes ménages". Même si la décision politique a été prise de ne pas suivre la recommandation, il peut être instructif de revenir sur cet épisode qui a agité le landerneau politico-économique belge francophone pendant quelques semaines. Trois angles d'observation sont offerts.

Sur le plan économique, la mesure se justifie pleinement au regard des dégâts collectifs que provoque une crise immobilière se doublant d'une crise financière. L'immobilier a beau être perçu comme un placement sûr, le taux de défaut sur les prêts hypothécaires a beau avoir été faible dans le passé et la perte subie par les établissements de crédit en cas de défaut a beau avoir été jusqu'à présent limitée, les risques pour la stabilité financière sont loin d'être nuls. De plus, la mesure proposée par la BNB n'avait rien d'excessif. Tout au plus aurait-elle pu induire un alourdissement du montant des mensualités concernées de l'ordre de 1 à 2 %. Et encore, il faut tenir compte des effets favorables qu'elle aurait eus sur la solidité de nos banques, de l'absorption de la mesure dans une modération du rendement des fonds propres des établissements de crédit et de l'incidence sur les prix de l'immobilier. En effet, qui dit crédit hypothécaire plus cher dit, ipso facto, prix de l'immobilier moindre.

Sur le plan politique, si la BNB

n'avait pas dû obtenir l'aval du gouvernement fédéral, la mesure serait vraisemblablement passée sans faire de vagues. Ici, l'opposition a voulu embarrasser la majorité et celle-ci n'a pas osé faire le pari de la pédagogie. La technocratisation de la décision politique n'est pas un idéal – comme le montre le désamour des citoyens envers une Europe qui a trop penché dans cette direction – mais l'instrumentalisation du sujet par différents partis ne plaide pas pour s'en écarter. Par ailleurs, à l'heure où il s'agit à la fois de renforcer la coopération européenne et internationale et de simplifier les modes de fonctionnement des autorités publiques, une voix francophone s'est même fait entendre pour demander la régionalisation de la compétence en la matière!

Sur le plan des principes, l'épisode ne fut guère glorieux. On a vu à l'œuvre la tentation malfaisante du calcul politique et la démission face à l'exigence d'explication aux citoyens. On a observé une falsification des faits, certains cherchant à imputer au gouvernement en place la difficulté d'accéder à la propriété, et d'autres allant jusqu'à prétendre que celui-ci allait bannir certains crédits hypothécaires. On a entendu, en perdant toute cohérence idéologique, un ministre libéral flamand souhaiter que l'Etat se porte garant de la tranche la plus risquée des prêts hypothécaires.

Faciliter l'accès à la propriété d'un logement décent, aux bonnes performances énergétiques et n'exigeant pas d'interminables navettes, est une priorité politique. Elle passe d'abord par une stratégie d'offre immobilière ambitieuse et par une fiscalité intelligente, pas par le laxisme dans la régulation du crédit hypothécaire. Puisqu'il s'agit de foyers à soutenir, osons admettre que l'incendie peut prendre même là où on ne l'attend pas, et déplorons que certains les aient utilisés pour en faire des foyers de discorde.

→ (1) Université de Namur – etienne.decallatay@orcadia.eu